

Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASILVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Michaël DELAFOSSE, Audrey LLEDO

Autorisation de levée de la prescription quadriennale relative au versement de cotisations de la Retraite Additionnelle de la Fonction Publique (RAFP)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le régime de Retraite Additionnelle de la Fonction Publique en faveur des fonctionnaires est un régime obligatoire créé par l'article 76-1 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 et fixé par le décret n° 2004-569 du 18 juin 2004 et par un arrêté du 26 novembre 2004. Ce Régime permet le versement, en plus de la pension principale, d'une prestation additionnelle de retraite prenant en compte les primes et rémunérations accessoires versées aux fonctionnaires au cours de leur période d'activité.

Les modalités de régularisation des cotisations relatives à la RAFP sont précisées par lettre circulaire du 17 mai 2005 : « *il n'existe en principe aucune limite impartie aux employeurs pour procéder à un versement de cotisations rattachables à une rémunération accessoire correspondant à des services rendus au cours d'années antérieures.* ».

Cependant, aux termes de l'article 1^{er} de la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968, « *sont prescrites, au profit de l'État, des départements et des communes, sans préjudice des déchéances particulières édictées par la loi, et sous réserve des dispositions de la présente loi, toutes créances qui n'ont pas été payées dans un délai de quatre ans à partir du premier jour de l'année suivant celle au cours de laquelle les droits ont été acquis. Sont prescrites, dans le même délai et sous la même réserve, les créances sur les établissements publics dotés d'un comptable public.* »

Toutefois, l'article 6 de la loi précitée prévoit que les créanciers des communes, peuvent être relevés de tout ou partie de la prescription, « *à raison de circonstances particulières et notamment de la situation du créancier* », par délibérations motivées prises par le conseil municipal.

Madame Claudine BOUSSAHA, Professeur des Ecoles a effectué des vacances d'études surveillées et n'a pas cotisé auprès de la Retraite Additionnelle de la Fonction Publique sur la période de 2005 à 2012.

En l'espèce, les cotisations non versées sont prescrites en application de la règle posée à l'article 1^{er} de la loi n°68-1250 et la créance du régime de RAFP à l'égard de la commune est éteinte.

Afin de permettre la prise en compte dans le calcul de la retraite additionnelle de Madame Claudine BOUSSAHA de ses années d'activités effectuées de 2005 à 2012, il est proposé la levée de prescription quadriennale et le paiement auprès de la Caisse des dépôts et consignations des cotisations salariales et patronales pour un montant total de 1 562,64 € (mille cinq cent soixante-deux euros et soixante-quatre centimes).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la levée de prescription quadriennale entachant le paiement des cotisations salariales et patronales de Retraite Additionnelle au profit de Madame Claudine BOUSSAHA pour un montant total de 1 562,64 € (mille cinq cent soixante-deux euros et soixante-quatre centimes) ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à émettre le mandat de paiement correspondant ;
- de demander à Madame la trésorière municipale d'exécuter le paiement ;
- de prévoir l'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 8 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20190927-95033-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/10/19
Réception en Préfecture : 09/10/19

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.